

Savoir/agir numéro 3, mars 2008

Les 37 ans et demi pour tous et pas seulement pour les cheminots

La grève de novembre 2007 dans les transports, en particulier à la SNCF, a duré plus longtemps que le gouvernement et sans doute aussi une partie du mouvement syndical ne le prévoyaient. « Laborieuse sortie de crise » quand il a fallu la terminer, lit-on dans *Le Monde* le 23 novembre, à un moment où les grèves se poursuivaient alors que, pour la CGT-cheminots, le syndicat majoritaire, « des premiers points avaient été marqués ».

La comparaison avec 1995 venait d'autant plus à l'esprit que la revendication, unique en dépit des efforts des syndicats pour ne pas s'y enfermer et prendre en compte la situation de l'ensemble des salariés, était la même : les régimes spéciaux de retraite. Contrairement à ce que l'on croit parfois, il ne s'agit pas d'acquis revendicatifs obtenus « par dérogation » à la règle générale. Ces régimes sont spéciaux au sens où ils existaient préalablement à la création du régime général de Sécurité sociale en 1945. La perspective d'aligner celui-ci sur les régimes spéciaux, plus favorables, s'est éloignée depuis la Libération. Après l'échec de novembre, qui rappelle, de ce point de vue, non pas 1995 mais 2003, c'est l'inverse qui s'est produit. Le « dernier verrou a sauté » comme le dit José dans l'entretien.

Pour ce jeune cheminot, il a 26 ans, cette grève a été le baptême du feu. Il est entré à la SNCF il y a trois ans, après un BEP, des études arrêtées avant le baccalauréat et quelques emplois précaires. La fin du conflit l'a laissé très déçu, un peu en colère aussi. Adhérent de SUD-Rail depuis que sa situation professionnelle est stabilisée, il a participé à toutes les étapes d'un conflit qui était prévisible parce que les cheminots tiennent à leurs acquis et parce qu'« avec ce qu'on a en face » depuis l'élection présidentielle, il ne fallait s'attendre à rien de bon.

Il est venu au syndicalisme parce qu'on a « beau être révolutionnaire dans l'âme, tout seul on n'est rien ». La difficulté de mobiliser les jeunes si l'on en croit les syndicats eux-mêmes, en fait un représentant d'une catégorie de plus en plus rare. Son origine y est certainement pour quelque chose – son père est un maçon d'origine portugaise qui mérite bien lui aussi de « partir en retraite après 37 ans et demi, car il est usé ». « 37,5 ans pour tous », ce n'était pas « 37,5 pour tous les cheminots » mais pour tous les salariés, regrette José...

Au fil de l'entretien on « côtoie » ainsi quelques-unes des questions posées au syndicalisme. Adhérent de SUD-Rail parce que son « discours le touchait vraiment », « parce qu'il se tient à ce qu'il dit et parce qu'il n'y a pas de chefs », il vit mal le fait que son syndicat « n'est pas (admis) dans les réunions », alors qu'il est le deuxième de « la boutique ». C'est toute la difficulté pour les « nouvelles » organisations de trouver place dans un système de représentativité figé depuis une quarantaine d'années. Faut-il négocier alors que « c'est accepter d'avance de laisser des choses de côté », surtout lorsque le gouvernement a manifestement décidé par avance pour les « gros points » ? Comment mobiliser alors que le cloisonnement au travail est réel et que dans les AG, on commence à 120 les premiers jours pour finir à 20 au bout d'une semaine et accueillir des « gars qui viennent se greffer » parce que dans leur secteur il ne se passe plus rien ? Comment faire durer un mouvement alors que vient le moment où il y a un « blocage financier », surtout pour les plus bas salaires ? Comment, plus généralement, attirer des jeunes que le fonctionnement traditionnel des organisations rebute, qui entrent plus tard sur le marché du travail et dont les métiers vont évoluer fortement dans les années à venir ?

Pour José, être à la SNCF où, quand on part le matin, « on est sûr de rentrer le soir » même si on manie des câbles où il y a 1 500 volts parce qu'il y a la sécurité, c'est « énorme » après les galères qu'il a connues. Pourtant, il avait rêvé d'autre chose, d'arts plastiques et de *design*. Mais, chez lui dans le Nord, il est allé au lycée technique parce que c'était près de chez lui.

Alors il peint pour lui et ses amis. Et, parce que « c'est dans son caractère », il pense qu'il y aura peut-être un jour un déclic...

Pouvez-vous dire le parcours qui vous a conduit à votre situation actuelle à la SNCF ?

J'ai commencé par un BEP électronique mais sans aller jusqu'au bac. Je suis entré ensuite dans le monde du travail. J'ai fait des petits boulots, Carrefour, une fonderie. À Carrefour, j'ai fait de la manutention, de la mise en rayons. J'ai même suivi une école interne qui m'a donné un diplôme maison. Dans cette école, on suivait des cours tout en travaillant. Cela existe aussi à Auchan. C'est tout bénéfique pour eux, ce système : je touchais 700 euros par mois à peine. Je ne suis resté qu'un mois à la fonderie, le temps de me casser un doigt. Tout cela se passait dans le Nord dont je suis originaire. C'est un ami, qui y travaillait depuis un an, qui m'a dit qu'on recrutait à la SNCF. Je suis entré comme saisonnier, « à la manœuvre ». Les saisonniers sont embauchés en été, quand il faut du monde.

À partir de là, j'ai fait une lettre de motivation, toujours pour la manœuvre, c'est-à-dire la mise en place des locomotives et les essais de freins. C'est tout ce qui reste à faire pour les trains de voyageurs, dont les wagons restent groupés.

J'ai ensuite passé des tests, psychologiques, mathématiques, et je suis entré à la SNCF, avec un CDI. C'est le contrat SNCF normal, que tout cheminot a dès le début. Il y a un stage d'un an. J'ai été embauché comme AMV, c'est-à-dire agent de mouvement. Je suis sur le terrain, dans les gares, j'accroche les wagons, je suis en bleu de travail et casque. J'ai fait ensuite une école interne de six mois. Je pourrais continuer, pour faire autre chose dans la boutique. Après trois ans à la SNCF, je gagne 1200 euros par mois en salaire et 1400 avec les primes. Nous travaillons en effet en 3x8, avec du travail de nuit par rotation.

Quand vous êtes-vous syndiqué ?

Seulement après mon année de stage, de « mise à l'épreuve ». J'ai choisi SUD Rail. Le syndicat fonctionne autrement, son discours me touchait vraiment. Ce n'est pas un syndicat à part entière, il a du mal à aller aux réunions, on nous appelle les « nantis », prêts à mettre le feu, alors que c'est totalement faux... À la gare de l'Est, c'est la CGT qui est majoritaire. SUD est le deuxième syndicat. SUD défend les acquis, ils ont été obtenus il y a vingt ans et plus, c'est normal de vouloir les garder. Quand on accepte de négocier, c'est qu'on est prêt à lâcher quelque chose à côté.

Comment une grève comme celle de novembre démarre-t-elle ?

Cela faisait un moment qu'on s'y attendait. On n'y arrive pas par hasard non plus. Les syndicats sont très présents à la SNCF, dans chaque secteur. Le système est donc assez rôdé. Avec l'élection présidentielle, on savait bien qu'il allait se passer quelque chose. En fait, il y avait eu des négociations avant, dans l'entreprise. Mais comme elles n'ont rien donné, il y a pas deux poids deux mesures, il ne restait plus que la grève pour se faire entendre. Il y a eu une première grève le 18 octobre, reconductible pour FO et SUD

Y a-t-il transmission d'une mémoire, de celle de la grève de 1995 par exemple ?

Les anciens en parlaient beaucoup. Moi, j'étais encore au lycée. Il y avait beaucoup de références à 1995, surtout pendant les deux premiers jours de la grève de novembre. Avons-nous fait mieux qu'en 1995, moins bien ? Parmi les « vieux », ceux de 1995, il y avait ceux

qui se préparaient à prendre leur retraite l'an dernier ou un peu plus tard. Mais aussi d'autres, plus jeunes, dans la trentaine.

Comment est-ce que cela se passe concrètement, pour décider de la reconduction par exemple ?

Au début, tout le monde est chaud, tout le monde est partant. C'est comme ça durant les premiers jours. Tout se passe dans les AG, dans chaque secteur. En novembre, elles se tenaient à la gare de l'Est le lundi à 10 heures, au même moment qu'à Vaires, qu'à Noisy, etc. Dans chaque AG il y a des représentants des syndicats qui disent ce qui se passe. Cela permet aussi de voir avec les agents en grève comment rester « réglos » vis-à-vis de l'entreprise. En fait, dans les AG, il y a surtout les syndiqués. Mais il faut voir qu'après, on va voir les autres. Je me levais par exemple pour être à la prise de poste vers 5 heures ou 6 heures du matin et discuter avec les non-grévistes. Nous tournions dans les gares. On le faisait dans chaque syndicat, ce qui fait qu'on se retrouvait en tournée intersyndicale.

Après les AG, on se retrouvait dans nos locaux syndicaux, ce qui permettait de savoir ce qui se passait dans toute la France. On avait des conférences téléphoniques pour savoir : qui reconduit ? qui ne reconduit pas ? En même temps, on avait nos propres tracts, par syndicat. On y mettait ce qu'on demandait, et surtout ce qu'on ne voulait pas perdre. Chaque syndicat restait évidemment sur sa position, pour décider si ce qui avait été obtenu suffisait ou non. Mais on n'exerçait pas vraiment de pression sur les non-grévistes. On avait souvent des discussions assez longues avec eux, même si beaucoup s'en foutaient de savoir s'il y avait grève ou pas.

À Paris-est, on est beaucoup de jeunes. Au début, ça marche bien puis viennent les problèmes financiers... J'ai perdu dans les 300 euros, on m'a encore retiré de l'argent le mois dernier. J'ai fait 9 jours, à raison de 30-35 euros par jour.

Qu'est-ce qui se passe au cours d'une journée de grèves, vous faites des tournées et puis ?

On explique ce qui se passe, pour mobiliser. On travaille presque plus les jours de grève que le reste du temps. Il y a aussi les tracts. On les fait nous-mêmes. Des fois on récupère ceux du national mais, le reste du temps, ce sont nos tracts.

Y a-t-il eu des conflits entre les grévistes ?

Ils ont existé, surtout quand des syndicats arrêtent la grève. Même à la base. Il y a assez peu de contacts, une fois passés les deux ou trois premiers jours, où il y a moins de problèmes. Comme les syndicats ne demandent pas tous la même chose, ce qui est d'ailleurs dommage, automatiquement lorsque certains ont obtenu ce qu'ils voulaient, ils arrêtent. C'est arrivé avec les mécanos. Mais c'est un peu exceptionnel. Ce n'est pas les mécanos eux-mêmes mais leur syndicat, la FGAAC, qui a tout de suite négocié et a arrêté quand elle a obtenu ce qu'elle voulait. Nous l'avons appris quand ils ont arrêté, après-coup. En fait, ils n'ont rien obtenu, comme tout le monde. Ils ont fait cela dans le dos des mécanos. Beaucoup d'entre eux étaient en grève et ont continué.

Le plus dur, c'est le personnel en gare, le personnel administratif, mais aussi ceux que les voyageurs voient, les agents commerciaux. C'est eux qui sont difficiles à motiver chaque fois. Quand on y arrive, c'est pour deux jours, pas plus. Les autres, notamment les mécanos, n'ont pas besoin d'être convaincus. Le problème, c'est le personnel des gares

Qu'avez-vous ressenti à la fin ?

J'ai été déçu par la fin du mouvement, par le moment où il n'y avait plus un gros engouement. Cela peut s'expliquer : on ne fait pas dix jours de grève comme ça, pour rien. Les cheminots paient un loyer, ils ont parfois un marmot, une copine. Un salaire pour deux, c'est pas grand-chose. Ce ne serait pas pareil si on avait 3 500 euros par mois. S'il n'y avait pas le blocage financier, ça aurait pu continuer.

Et le débat au sein de chaque syndicat ?

On cherche évidemment d'abord à être unitaires. Sinon, on n'est pas crédibles aux yeux des non-syndiqués. Mais c'est difficile. Si chacun reste sur sa position, on n'y arrive pas. Je me suis parfois posé des questions sur la façon dont on comprenait les 37 ans et demi pour tous. Pour SUD, ce n'était pas « pour tous les cheminots » mais « pour tous les salariés ». On était à peu près les seuls sur cette position.

Dans les AG, il y a bien sûr parfois des piques au sujet des négociations. Mais tant qu'on était 100 ou 110, ce n'était pas grave. Il faut bien voir que la CGT est majoritaire. C'est elle qui invite les autres pour les réunions intersyndicales. SUD n'est presque jamais invité, alors que nous sommes le deuxième syndicat. C'est justement ce que j'aime bien à SUD : on dit, on n'est pas invité, ce n'est pas grave, on y va quand même. On y est allés ensemble, c'était pas un rapport de forces, on s'est dit : au pire on manifestera. Finalement, on a été invités. C'est un peu dommage, ces pratiques.

Et entre les syndicats ?

Il y a des différences. À la CGT, ils ont des secrétaires. À SUD, ce sont des porte-parole, pas des vrais chefs, cela n'a rien à voir. En octobre, il y avait déjà eu une grève nationale le 18 octobre sur les mêmes sujets. SUD Rail et FO avaient décidé de la reconduire. Cela a marché un jour, puis les autres sont venus se greffer dessus pour changer la décision. C'est comme ça que ça marche des fois, pour garder le mouvement. Le syndicat majoritaire l'a fait en octobre. On « casse la grève ». On arrive et on repart. Vous vous greffez sur une grève, vous tenez une journée, vous ramenez du monde et puis vous faites décider l'arrêt du mouvement. C'est ce qui s'est passé en octobre.

Comment avez-vous apprécié les résultats ?

Pour moi, c'est zéro, au niveau social on n'a pas avancé du tout, on a reculé, complètement. On a commencé les AG à 120, puis vous arrivez à 60, puis quarante, puis les autres dépôts viennent se greffer sur Paris-est, ce qui veut dire que chez eux il n'y a plus rien, puis une vingtaine, on se regarde et puis, voilà. J'ai été très déçu, c'est peut-être la jeunesse, cela m'a foutu un coup au moral.

On en veut à quelqu'un dans ce cas ?

Personnellement, oui, un peu. Au début, on ne comprend pas bien ceux qui ne font pas grève. Et puis, on constate après que ça ne discute pas plus que ça. On voudrait discuter pour savoir pourquoi on n'a pas fait ce bloc qui aurait pu faire basculer la tendance. Ça se résume à cela. Aujourd'hui, on n'en parle plus du tout.

Il y a eu des adhésions au syndicat ?

Je n'en ai pas constaté. Quand on les sollicite, les gens répondent : « vous n'êtes même pas unitaires, pourquoi on vous suivrait ? » Il faudrait essayer de comprendre ce qui se passe avant de dire cela.

On discute avec les collègues pour savoir s'il faut prendre sa carte ou pas. Mais je n'ai pas constaté d'adhésions. En fait, on ne sait pas ce qui se passe dans la tête des gens.

Moi, c'est un peu dans mon caractère. On est bien à la SNCF, avec un vrai travail, où on ne risque pas de finir la journée avec un bras cassé. Moi qui ai fait des petits boulots, je peux faire la différence. Ce qui est important par exemple, c'est la sécurité. J'accroche des câbles où il y a 1 500 volts. S'il n'y a pas de sécurité pour me faire savoir qu'il n'y a pas de courant, je ne vais pas faire long feu. Du plus petit au plus grand des métiers à la SNCF, il y a cette sécurité. Vous partez de chez vous le matin, vous rentrez chez vous le soir. Il y a un vrai attachement à l'entreprise. Pour moi, être cheminot, c'est énorme.

La fierté professionnelle continue donc à se transmettre ?

Oui, mais il y a aussi des changements. Pour les jeunes, cela devient un métier basique. La fierté reste mais cela a quand même tendance à devenir... commercial. Quand je discute avec les amis, je leur dis que dans dix ans un cheminot ne sera plus quelqu'un avec un foulard et une casquette sur la tête. Il sera en costard cravate avec une mallette à la main. Il n'y aura plus de Corail, plus que des bimoteurs automatisés, des TGV. C'est du commerce. On n'y peut rien, mais on le ressent quand même. Il faudra la tenue ! Aujourd'hui, la SNCF fournit le bleu de travail et d'autres équipements. Je ne pourrais pas y aller en tee shirt, avec le cambouis. Pour l'instant, ils n'obligent pas encore à couper les cheveux mais ça peut venir !

Comment cela se passe entre les divers métiers de la SNCF ?

Dans le grand hall de la gare de l'Est, vous allez avoir les guichets à droite et à gauche. Nous, on est au milieu mais sur une passerelle. Les voies sont derrière nous, on descend donc sur notre train puis on remonte dans notre local. On ne repasse pas par-dessous et on ne côtoie pas les commerciaux. Quand il y a grève, on se rencontre dans les AG : « Vous travaillez où, dans quel secteur ? » Puis on ne les voit plus. C'est pas possible de nouer quelque chose quand on n'est pas sur le même lieu de travail. Pour eux, la question financière est pire. Comme ils n'ont pas de primes de nuit, ils ne gagnent pas lourd. Quand on veut gagner plus, il faut passer des examens et devenir chef.

Comment envisagez-vous la suite de votre carrière ?

Je ne pense pas que je deviendrai chef. Il y a un trop grand fossé entre les personnels d'exécution et ceux qui sont « là-haut ». On ne les voit plus sur le terrain. Le mien, je le vois peut-être une fois par semaine, ou alors juste pour lui dire bonjour. Quand je suis entré à « la manœuvre », nous étions encore 5 ou 6 à travailler le matin et autant l'après-midi et deux ou trois la nuit. Là, on est 2 le matin, 2 l'après-midi et un la nuit, avec toujours un chef. On a une pyramide inversée à la SNCF, parfois un chef pour deux. C'est énorme. En novembre, les deux premiers jours, les cadres étaient en grève. Après, mon chef m'a remplacé à la manœuvre.

Je ne suis pas très motivé pour passer les concours.

Par refus de la hiérarchie ?

Oui, un peu. Il y a trop de chefs. C'est un peu pour cela que je suis allé à SUD. Ils ont une parole, point ! Quand on veut aller négocier, c'est déjà mauvais. Surtout maintenant, quand on sait qui on a en face. Il faut bien sûr négocier mais sur des points demandés par les syndicats. Quand j'ai fait grève, je ne pensais pas aux cheminots seulement. On veut nous faire travailler jusqu'à 40 ans. Au départ, nous signons un contrat qui indique 37,5. Puis le gouvernement change les choses. Cela ne devrait pas se passer comme ça avec le Code du travail.

Mon père était maçon. Il aurait dû pouvoir partir aussi à 37,5 car il est usé. Tout le monde est à 40 ans maintenant. On peut évidemment nous reprocher qu'on fait toujours grève. Mais je ne sais pas si on s'en est rendu compte, nous étions le dernier verrou.

Auriez-vous souhaité que le mouvement aille au-delà des cheminots ?

Cela a eu lieu. À la manifestation d'octobre, il y avait tout le monde. C'était quelque chose, ça remotive un grand coup. On savait qu'on était le verrou, que si on sautait, tout le monde du travail sautait. On y est aujourd'hui.

C'est sûrement une grosse défaite. Pour être juste : on a perdu sur les gros points, sur le reste, on a quand même obtenu des choses qu'on n'aurait pas eues sans grève.

Pour moi, je n'ai pas besoin de gagner des mille et des cents. Mais une bonne retraite, c'est le minimum. Le problème, c'est qu'il faut faire 40 ans au moment où on n'entre plus à 18 ans dans le métier. Pour moi, cela a été 23 !

Comment appréciez-vous ce que vous faites aujourd'hui ?

Pendant mes études, je n'ai jamais très bien su quoi faire. Ce que j'aurais préféré, c'est les arts plastiques, le *design* d'objets, mais il n'y a pas de débouché. Aujourd'hui je peins chez moi et travaille aussi sur ordinateur. Comme je travaille soit le matin, soit l'après-midi, cela me laisse du temps. Je montre ce que je fais aux amis et l'accroche au mur chez moi. Peut-être qu'il y aura un déclic un jour ?

Je veux aussi rester actif pour le syndicat. Je vais au local à la gare de l'Est, ça m'intéresse, j'y trouve des revues, des journaux, Internet. Pour l'instant je n'ai pas envie d'en faire plus, être porte-parole par exemple. Il faut le sentir pour le faire !

Politiquement, il y avait tout dans le mouvement. Personnellement, je suis plutôt influencé par la LCR que par la droite ou la gauche. Mais je ne suis pas membre. Quand j'ai adhéré à SUD Rail, c'était aussi pour franchir un cap, en adhérant à une organisation. On a beau être révolutionnaire dans l'âme, si on est tout seul, ça ne va pas bien loin.

Aujourd'hui, on ne parle plus tellement des retraites. C'est le pouvoir d'achat le mécontentement. Moi, je ne crois pas tellement que Sarkozy a été élu pour ce qu'il a dit sur le pouvoir d'achat. C'est le thème de la sécurité qui a été important. Quand je suis venu à Paris, j'ai constaté qu'il y avait de tout et beaucoup de couleurs. À Berlaimont, ville de 3000 habitants de l'Avesnois où j'ai grandi, ce n'est pas la même chose. Il est facile alors de dire que ce sont toujours les mêmes qui foutent le bordel et de voter pour Sarkozy à défaut de voter pour Le Pen. C'est cela qui a joué.

Mais aujourd'hui, tout le monde a la poche trouée à la fin du mois. Tout le monde parle donc du pouvoir d'achat.

Propos recueillis par Claude Poliak et Louis Weber